

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 253 – Février 2022

Histoire

L'armée belge des partisans armés

Dénouement

En tournant les pages

1942...

1943...

Jean Terfve

Le crime du 18 août

Société.

Prenons la mesure de la gravité

Des chômeurs aux travaux forcés ?

La Flandre a vécu aux crochets de la
Wallonie

On a tous un ami noir

La liberté d'être libre

Libre propos:

La voiture électrique : une aberration !

Savoir tirer la leçon d'une aventure
personnelle

Pas de conflit russo-ukrainien!



HISTOIRE

Dénouement

Quand le front se stabilisa aux environs d'Aix-la-Chapelle, les Américains, par suite de leur avance foudroyante, avaient à pied d'œuvre, de puissantes unités blindées mais l'artillerie leur faisait défaut. Les transports étaient accaparés par l'approvisionnement des monstres d'acier avides d'essence et de munitions. L'infanterie suivait mais loin derrière ...

Une formation de P.A. se mit à la disposition de alliés et fut engagée dans le secteur d'Aix-la-Chapelle en remplacement des F.F.I. qui, accompagnant les Américains depuis la libération de Paris, avaient bien mérité la relève. D'accord avec l'Etat-Major américain, les partisans poussèrent de nombreuses pointes à l'intérieur de la ville. Avec l'appui de l'artillerie, ils continrent une violente contre-attaque allemande et perdirent quinze hommes au cours de cet engagement.

On s'étonnera peut-être du nombre peu élevé de victimes dans un combat où des soldats d'occasion devaient affronter des armes modernes les plus meurtrières. Qu'on ne s'y trompe pas. Nos hommes étaient aguerris, bien disciplinés et leurs chefs jouissaient d'une grande expérience, expérience acquise au cours de quatre années de lutte clandestine puis dans le maquis et aussi sur d'autres champs de bataille où ils avaient combattu le fascisme que nul, alors, ne voulait voir ...

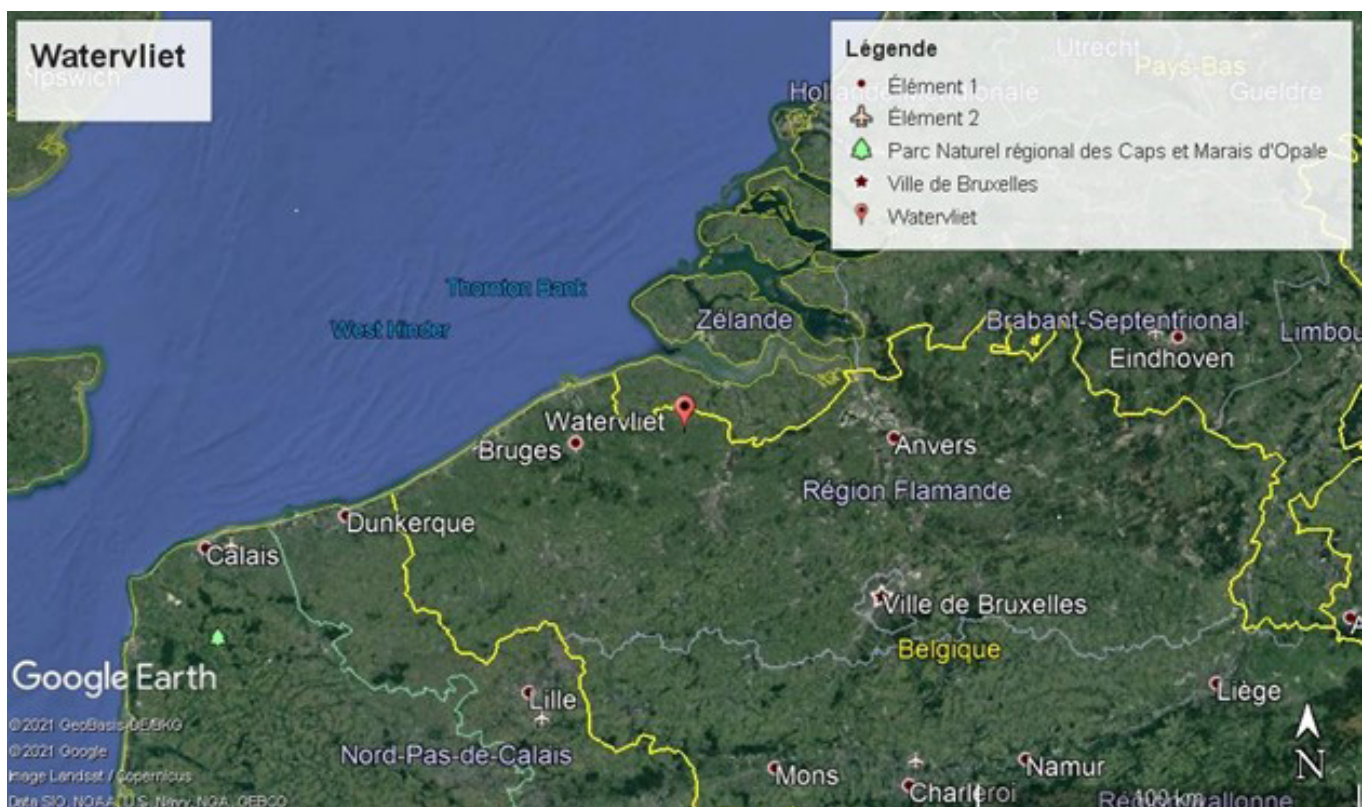
Après avoir servi dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, pendant cinq jours, les partisans furent, à leur tour, relevés par les F.F.I. Puis un roulement s'établit et nos patriotes et leurs camarades français alternèrent sur les positions jusqu'à l'arrivée des renforts américains.

Cependant, du centre du pays, d'autres colonnes couraient à l'ennemi. L'une d'elles, formée d'une partie du Corps 004 de Bruxelles, de groupes envoyés par le Corps 035 du Limbourg et du bataillon de Geel, devait s'illustrer à Arendonk. Une autre composée d'éléments venus de Gand et d'un autre groupe de Bruxellois marche sur Anvers. Quant à la troisième, baptisée Tito, elle prit position dans le nord de la Flandre Orientale.

Chacun sait la part que ces troupes ont prise en collaboration avec l'armée canadienne et avec d'autres groupes de résistants, au nettoyage des bouches de l'Escaut, à la prise du port d'Anvers et à la libération des derniers villages belges occupés par l'ennemi.

Jetons un regard en arrière sur une page de cette histoire glorieuse. Elle nous paraîtra plus claire parce que dégagée de l'enthousiasme général qui enfiévrerait les esprits au cours de ces journées mémorables.

C'était le 28 octobre 1944, aux environs d'Ertveld, dans le nord de la Flandre Orientale. Nous étions à proximité du poste de commandement. La bataille faisait rage vers le nord-ouest. Les vitres vibraient



Nouvelles

sinistrement. La canonnade s'amplifiait.

Dans un va-et-vient continu, des estafettes motocyclistes assuraient la liaison, la transmission d'ordres et de rapports. On pressentait une grande chose ...

Le camarade Van Onsem, commandant les P.A. demeurait en étroite collaboration avec un major canadien. De grand matin, on avait appris qu'une tête de pont venait d'être établie sur le canal Léopold puis la prise de Watervlied avait été annoncée. Le village n'était plus qu'un amas de ruines, un désert chaotique.

Dans le début de l'après-midi, une attaque fut dirigée vers Waterland. Dans cette région parfois plus basse que le niveau de la mer, les pluies d'octobre et la complicité de quelques digues détruites avaient créé un véritable marécage.

Les hommes allaient à pied à travers les champs boueux. Il fallait prendre garde aux trous d'obus dont la plupart se comblaient lentement de vase et formaient autant de pièges dangereux, mortels.

Des balles sifflaient venant de partout. Les P.A. courbés étaient méconnaissables. Les vêtements collés au corps, maculés de boue de la semelle aux cheveux, ils allaient ... ils allaient mal vêtus, leurs chaussures spongieuses, délabrées, buvaient l'eau par toutes les craquelures. Mais ils allaient fougusement, pleins de foi, d'assurance. Ils tenaient l'ennemi à la gorge et n'entendaient pas le lâcher.

Dans la grisaille de cette arrière-saison maussade, des peupliers balançaient leurs têtes effeuillées.... Le froid, la boue ...

Des silhouettes inattendues, figures qu'on n'évoquait plus depuis longtemps, surgirent soudain dans ce décor triste et sale. On croyait rêver ... Des partisans à cheval patrouillaient dans le désert de boue.

Plus loin, aux avant-postes, il fallait redoubler de précautions. Chacun profitait de son mieux d'un abri plus ou moins efficace : un fossé, un saule ou ce qui restait d'une digue.

Les balles vrillaient dans l'air humide avec un miaulement inquiétant ou bien se figeaient dans le sol en éparpillant une poignée de terre. La plaine était farcie de nids de résistance hérissés de mitrailleuses et quelques tireurs isolés brûlaient leurs dernières cartouches avant de se rendre ou de ... tomber.

De temps à autre, un homme s'écroulait sans un cri, mais avec un bruit mat et un cliquetis d'armes. Des camarades s'élançaient. Le blessé était rapidement évacué vers l'arrière. Parfois aussi, hélas, les

brancardiers s'en allaient n'ayant plus rien à faire auprès d'un corps sans vie.

Brusquement, le front tout entier s'embrasa ... L'artillerie déclenchait son tir et les chars canadiens entraient dans la danse. Dans les intervalles, les P.A. progressaient.

Les nids de résistance étaient âprement attaqués et réduits l'un après l'autre. Les Allemands s'acharnaient dans une lutte désespérée et se laissaient cloués à leurs pièces.

Mais déjà, là-bas, les chars débordaient le village. Des patrouilles de P.A. se glissaient entre les maisons. Des explosions de grenades ponctuaient le bruit de crécelles des mitrailleuses. Le nettoyage se fit rapidement et les prisonniers, les mains croisées sur la nuque, furent envoyés vers Watervlied.

Quand Waterland fut complètement dégagé, l'avance se poursuivit vers Sainte-Marguerite. Un feu roulant très meurtrier, bloqua soudainement les troupes harassées. Une ligne de tranchées barrait la plaine aux approches d'une bâtisse qui semblait abriter un groupe d'ennemis décidés.

Aplatis dans la boue, les P.A. faisaient le coup de feu et repéraient l'emplacement exact de l'obstacle avant de solliciter l'appui du canon. Une compagnie entreprit, en rampant, l'encercllement de la ferme. C'est alors que les Allemands occupant la tranchée se rendirent. Le dernier, un feldwebel, leva les bras. Un brave partisan, Jean Verpalt, marcha vers lui. Mais le boche saisissant l'arme qu'il dissimulait traîtreusement, étendit raide mort d'une balle dans la tête le malheureux P.A. trop confiant.

Cet acte inqualifiable enflamma la colère de nos hommes. Mais le bandit, échappant à la fusillade, s'enfuit vers la ferme Joséphina où il trouva refuge auprès des derniers défenseurs.

Les partisans achevèrent avec succès l'encercllement de la bâtisse. On fit alors appel aux tanks mais les lourds blindés s'embourbaient dans les champs détrempés. Il fallut donc recourir à une autre tactique. Les tireurs les plus avancés criblèrent de balles portes et fenêtres mais l'ennemi obstiné rendait coup pour coup. Pour le mettre à la raison, on eut alors recours aux grands moyens.

L'artillerie, alertée, déclencha un tir écrasant et après quelques minutes, l'immeuble tout entier s'écroula, ensevelissant sous ses ruines les assassins entêtés.

La nuit vint. Les partisans exténués se reposèrent après avoir dénombré les prisonniers cueillis autour de la ferme. Il y en avait vingt-cinq.

Dans l'obscurité, on entendait au loin, le bruit d'une troupe en marche et le grondement de chars s'éloignant vers le nord : les renforts arrivaient en masse !

Le jeudi 29 octobre à la pointe du jour, un ciel blafard recouvrait l'immense champ de bataille. Les bruits s'éteignaient pour se reporter plus loin, là-bas dans la grisaille de l'autre côté de la frontière. Un peu plus tard, les combattants apprirent la libération de Sainte-Marguerite, le dernier village belge foulé par les Nazis.

C'était le couronnement de l'épopée admirable courue par ces soldats formés dans l'ombre, au cours des années écrasantes et sortis vainqueurs d'une lutte qui nous a montré ce que peuvent réaliser les hommes de bonne volonté, les hommes qui veulent vivre libres.

En tournant les pages

Nous n'en finirions pas ... Nous refermons avec regrets ce livre maculé, cet assemblage de feuillets disparates où sont brièvement énumérés les exploits des partisans. Mais avant de le déposer là, doucement, comme une relique, ou plutôt comme un vieux témoin infailible, nous le consultons une dernière fois, très vite, en sautant des pages, beaucoup de pages, hélas !

Eux aussi, les partisans, ils allaient rapidement : ils passaient, agissaient, tombaient, luttèrent dans

le souffle infernal de la guerre ...

1942 ...

Nos yeux tombent d'abord sur un nom : Richard Soupart. Le valeureux chef de groupe était activement recherché par l'ennemi depuis le sabotage d'une centrale électrique à Quaregnon dans le Borinage en août 1942.

Quelques jours après l'attentat, Soupart fut surpris par les Nazis dans la maison où il s'était retiré seul. Cerné de partout et décidé à vendre chèrement sa vie, le partisan prit une mitraillette et une bonne provision de cartouches puis gagna le toit de l'immeuble. De là, il tint l'ennemi en respect durant toute la nuit. Bien abrité derrière une cheminée, Richard faisait feu sur toute ombre suspecte. Doué d'un sang-froid admirable, il savait tirer juste !

Effrayé devant le nombre de leurs morts et de leurs blessés, les Allemands se retranchèrent derrière les maisons voisines. Mais ils devaient avoir raison de l'homme qui avait osé leur tenir tête.

Au matin, Richard qui s'attendait à voir les nazis attaquer en force dut frémir d'horreur et de dégoût en face de la bassesse des soudards inhumains. Les boches n'avaient rien trouvé de plus monstrueux que d'amener sur les lieux la mère du partisan irrémédiablement condamné.



Nouvelles

L'un de ces reîtres poussait devant lui la malheureuse femme et appuyait le canon de son revolver sur ce front ridé, ravagé de souffrance.

Soupart comprit la menace : descendre ou voir sa mère lâchement abattue, victime innocente !
Pauvre mère ...

Richard jeta ses armes et descendit. Il eut la force de crier le jour de son exécution : « Mon corps va mourir mais mon esprit survivra. Il survivra dans celui de mes camarades qui poursuivront la lutte jusqu'au triomphe de notre idéal commun ! »

A Gand, à Wevelghem, déraillements de trains de munitions. A Grammont, un train d'essence quitte les rails

Des avions brûlent sur le champ d'aviation de Wevelghem.

Une locomotive et vingt wagons réduits en ferraille à Ath

Au mois d'août, 200.000 kilos de paille destinés à la Wehrmacht sont incendiés à Wervicq ; un dépôt de vivres et de matériel détruit à Anvers.

Le 17 septembre, un train déraile sur la ligne Lessines-Grammont. Le 21, les partisans envahissent la gare de Haine-saint-Pierre. Ils y trouvent un train de marchandises en stationnement, en évacuent le personnel et lancent en marche arrière le convoi qui va télescoper une rame de wagons. Résultat : 10 wagons détruits et les voies impraticables durant trois jours.

Le 6 novembre, les P.A. de Charleroi sont en déplacement dans l'Entre-Sambre et Meuse. Ils s'arrêtent à Walcourt. Le temps de rassembler le personnel de la gare dans un abri souterrain, de dynamiter neuf locomotives et de raser la cabine d'aiguillage.

Anvers, 13 novembre : la ligne de chemin de fer Belgique-Hollande est dynamitée à Mariaberg.

In lieutenant-colonel allemand est tué place de Vannes à Liège et un major e la feldgendarmrie tombe sous les balles d'un partisan rue Feronstrée.

A Renaix, à Pepignies, à Deux-Acres, des écluses de la Dendre sautent : sérieuse entrave aux transports



Du nord au sud du pays, la résistance à l'occupation nazie a rassemblé des patriotes belges néerlandophones et francophones. Les communistes en étaient le nouveau dur. Ici, le groupe de Partisans Armés de Lessines (Photo PA-FI)

Mars en s'assurant. CARREAU

Nouvelles

de matériaux destinés à la construction du mur de l'Atlantique

1943 ...

Le 6 février vit la destruction à Anvers d'un atelier spécialisé dans la confection de vêtements de cuir pour l'armée allemande. Un rail de dix-huit mètres était enlevé sur la ligne Binche-Bonne Espérance, opération qui provoqua le déraillement d'un train transportant des pièces pour avions. Au dépôt de Ath, les Allemands tempêtaient devant dix locomotives magistralement sabotées.

Le 27 mars, le barrage Notté sur la Dendre canalisée à Lessines fut violemment secoué par l'explosion de 5 kilos de dynamite judicieusement placés. Le canal mis à sec sur une longueur de cinq kilomètres immobilisa péniches et remorqueurs pendant cinq jours. Comble de l'audace et de la mystification : les P.A. réussirent à crever les quatre pneus de la voiture qui avait amené la Gestapo sur les lieux de l'enquête.

Le même jour, un rail fut déboulonné dans le tunnel de Gedinne sur la ligne Dinant-Bertrix, déraillement, obstruction du tunnel pendant cinq jours.

Sur le terrain de football de Berchem, un détachement de « noirs » s'exerçait au maniement des explosifs. Trois patriotes se glissèrent le long du mur en béton. L'un d'eux envoya dans le groupe une grenade bien amorcée. Ce fut pour les V.N.V. l'occasion d'étudier la différence entre l'exercice et la réalité. Seulement, cela se paie et les quelques « noirs » étendus sur le terrain firent les frais de l'expérience.

Le 25 avril à Merxem, au lieu-dit Yskelder, les câbles téléphoniques et les câbles électriques étaient coupés sur le pont du canal Albert.

Au cours de la seconde quinzaine d'avril, vingt locomotives furent sabotées dans la région de Bertrix.

Le 8 mai, une écluse disloquée sur la Dendre à Rebaix fut cause de l'interruption du trafic durant six semaines.

Le 11 juin, Degrelle annonçait cyniquement que 508 terroristes avaient été fusillés.

Le 16 septembre, nouvelle attaque du rail aux environs de Blaregnies sur la ligne Mons-Paris. Un train de matériel dérailla, une locomotive détruite, une autre machine et quinze wagons gravement avariés, un Allemand tué et un autre blessé. Deux grosses grues furent requises pour le déblaiement des voies. Malheureusement, le mécanicien et le chauffeur du train périrent dans la catastrophe. Terrible rançon due à la guerre implacable.

Le lendemain, la ligne Hasselt-Maeseycke sautait au « Pont noir » : un train de matériel se disloquait au grand dommage de son chargement composé de tanks et de pièces pour avions.

Frameries, 2 octobre : trois boches emmenaient un partisan qu'ils venaient d'arrêter. Survinrent deux camarades du prisonnier. Coups de revolvers ... Un Nazi tué, un blessé, le troisième en fuite...

Le 6 octobre à Ciplly, les saboteurs tombèrent sur un train arrêté, en firent descendre le personnel et lancèrent le convoi en direction de Mons. Une machine en manœuvre à la sortie de la gare reçut le choc qui se traduit par sept wagons et deux locomotives endommagées.

Les partisans du Borinage excellaient dans ce genre d'opérations. Le même jour, vingt-quatre hommes se rendaient maîtres de tout le personnel de nuit en gare de Warquignies. Les patriotes se préparaient à lancer un train de vingt wagons en direction de Wasmes quand un autre convoi survint et s'arrêta. Les deux trains furent attachés l'un à l'autre, on arrosa de pétrole quelques wagons de paille, on y mit le feu ... puis le convoi s'ébranla, prit de la vitesse. Crachant la vapeur en flots pressés, les locomotives ne purent pourtant pas développer toute leur vitesse. Comme à Ciplly, le train tamponna une locomotive en manœuvre. Deux machines seulement furent sérieusement avariées mais vingt wagons se consumèrent avec leur chargement. N'en subsistèrent que vingt carcasses tordues, calcinées, à jamais inutilisables.

Le 11 décembre à Voroux-Goreux, un train de troupes dérailla. Les Allemands ouvrent le feu sur les partisans. Ceux-ci se retirent sans pertes mais les victimes de « l'accident » se chiffrent par quatre-vingt-cinq tués et cent cinquante blessés.

Le 18 à Lessines, deux portes d'écluses volaient en éclats et deux cents mètres cubes de maçonnerie étaient pulvérisés, interrompant la navigation pour plusieurs mois.

Désireux de renouveler leur stock d'explosifs, les P.A. de Charleroi trompant la vigilance de deux gardiens et d'un chien redoutable, prélevèrent le 21 décembre, aux usines Solvay, 520 kilos de dynamite et des milliers de détonateurs.

De leur côté, les Liégeois ne manquaient pas de manifester leur réprobation vis-à-vis des collaborateurs. Trois hommes surgirent dans un café où le traître Galire se trouvait attablé. Deux d'entre eux tinrent en respect les civils et les soldats allemands clients de l'établissement tandis que le troisième procéda à l'exécution de l'emboché.

Le 23, un attentat provoque le déraillement d'un train à Boortmeerbeek. Quelques wagons-citernes

Désireux de renouveler leur stock d'explosifs, les P.A. de Charleroi trompant la vigilance de deux gardiens et d'un chien redoutable, prélevèrent le 21 décembre, aux usines Solvay, 520 kilos de dynamite et des milliers de détonateurs.

De leur côté, les Liégeois ne manquaient pas de manifester leur réprobation vis-à-vis des collaborateurs. Trois hommes surgirent dans un café où le traître Galire se trouvait attablé. Deux d'entre eux tinrent en respect les civils et les soldats allemands clients de l'établissement tandis que le troisième procéda à l'exécution de l'emboché.

Le 23, un attentat provoque le déraillement d'un train à Boortmeerbeek. Quelques wagons-citernes transportant du goudron et un wagon de farine mélangent leurs contenus. Un wagon de seconde classe bondé d'Allemands avait été détaché du train à son passage à Verviers. Ces Fritz peuvent se vanter de l'avoir échappé belle !

Le 31, les patriotes flamands clôturèrent l'année en incendiant plusieurs fabriques de lin, particulièrement à Wevelgem. Chez Minnes-Frères, 350 000 kilos de la précieuse matière furent anéantis.

Dans les Flandres, dans le Limbourg, partout, des déraillements se succédaient à une cadence désastreuse pour l'ennemi.

A suivre : 1944

Jean Terfve

Jean Terfve, homme politique, militant communiste et du Mouvement wallon, est né à Liège le 28 janvier 1909 et mort à Forest le 17 avril 1978.

Jean Terfve naît à Liège dans une famille catholique et apolitique de la petite bourgeoisie avec laquelle il prend ses distances, sur le plan des valeurs, durant ses études. Il commence son droit à l'Université de Liège en 1924 et adhère aux Étudiants socialistes en 1927. Docteur en droit en 1929, il est stagiaire dans le cabinet de l'homme politique libéral Auguste Buisseret chez qui il apprécie l'ouverture d'esprit¹. De plus en plus en phase avec les valeurs marxistes, il se définit de gauche et défend des ouvriers poursuivis lors des grèves de 1932.

Jean Terfve adhère au Parti communiste de Belgique (PCB) en 1933 et est en rapport avec Julien Lahaut et fort influencé par Robert Lejour, alors animateur du Secours rouge international. Secrétaire et cofondateur de la section liégeoise du Comité de vigilance



des intellectuels antifascistes, il devient franc-maçon² (loge Hiram) et noue des contacts précieux dans ce milieu, grâce auxquels il met fin, après 1939, à l'isolement des communistes.

Dès 1940, il crée un journal clandestin, L'Espoir, qui s'adresse aux intellectuels, et pour lequel il obtient diverses collaborations et appuis dans les milieux maçonniques de gauche¹.

Arrêté par les Allemands au lendemain de l'attaque nazie comme l'URSS, le 22 juin 1941, enfermé au Fort de Huy, il s'en évade le 25 août 1941, avec Julien Lahaut qui, blessé, est repris³.

Jean Terfve entre alors dans la clandestinité au Borinage avec sa femme Andrée, elle aussi militante communiste, où il est chargé de constituer, à partir de septembre 1941, le Front de l'indépendance (FI) en ralliant des personnes non communistes pour lutter contre les forces d'occupation. En 1942, il est responsable du FI pour l'ensemble du Hainaut et au début de 1943, pour l'ensemble de la Wallonie à l'exception de Liège. Il est alors coopté au Comité central du PCB et collabore étroitement avec le secrétariat¹.

Après l'arrestation de Paul Nothomb, en mai 1943, suivie en juillet de celle de pratiquement tous les dirigeants de la structure politique et militaire clan



Photo vraisemblablement prise lors d'une assemblée à Dampremy (photographie Lebrun Marcinelle)

destine du PCB, Terfve est désigné par Andor Bérei, le délégué de l'Internationale communiste présent en Belgique, pour prendre le commandement national des Partisans armés (PA). « Charlier » fait désormais partie, avec Edgard Lalmand et Bérei, de la troïka qui dirige, au niveau national, le secrétariat politique du PCB. Fin février 1944, il passe au secrétariat national du FI où il représente le PCB. Sa femme, demeurée au service de son successeur aux PA, est arrêtée le 6 juillet 1944 et déportée.

À la Libération, Terfve devient en quelque sorte le no 2 du PCB. En février 1946, il est nommé ministre de la Reconstruction dans le gouvernement Van Acker III et le gouvernement Huysmans, fonction qu'il exerce jusqu'en mars 1947. Il est aussi élu député de l'arrondissement de Mons-Borinage et conserve ce mandat jusqu'aux élections de 1958. Incarnation avec Lalmand de la ligne sectaire alignée sur Moscou, il est écarté du bureau politique lors du congrès de Vilvorde en décembre 1954 en raison de l'isolement politique et des revers électoraux subis par le PCB depuis 1949.

Jean Terfve est de nouveau élu au bureau politique dès le congrès de Gand en 1957 et y demeure jusqu'à son décès où il est toujours vice-président national du parti communiste. Enfin, il renoue avec l'action wallonne une liaison in-

terrompue depuis 1945, date du Congrès national wallon auquel il avait participé. Il est une figure de premier plan du Mouvement populaire wallon dont auquel il adhère dès sa création en 1961. Il organise notamment avec ses militants le Pétitionnement wallon en 1963.

Jean Terfve est de nouveau brièvement parlementaire de 1965 à 1968 en tant que sénateur provincial de Liège.

Ce grand bourgeois, que la social-démocratie enviait au PCB, demeura toute sa vie, à travers ses propres échecs et ceux de son parti, fidèle à son engagement pris en 1933.

Extrait de Wikipedia

SOCIÉTÉ

Christine Mahy : «Prenons la mesure de la gravité de ce que représentent les crises additionnées»

Covid, inondations, énergie... Les crises sont multiples



et touchent particulièrement les personnes vulnérables. Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, invitée de *Matin Première*, fait le point.

Le gouvernement a de nouveau imposé le télétravail en raison de la hausse des chiffres covid. Une décision qui a un impact sur les plus précarisés, selon Christine Mahy : « Le télétravail ralentit les contacts entre les personnes. La réactivité des services, par mail ou téléphone, est amoindrie. Mais surtout, quand on est plus vulnérables, on a besoin d'avoir un dialogue singulier avec la personne en face de soi. »

Accès aux services

Le risque, c'est que les personnes décrochent et ne parviennent plus à accéder à des services en raison de leur illettrisme. La secrétaire prend l'exemple du numéro d'urgence 1718, le call center du Service public de Wallonie : « Une énorme partie des gens qui arrivent au 1718 parce qu'ils n'ont pas pu atteindre dans les temps voulus les services organisés sur le terrain. »

Même si elle n'y est pas opposée, Christine Mahy ne voit pas une digitalisation des services comme la panacée : « Dans tous les gouvernements, on met la digitalisation comme LA solution à tous les problèmes, mais il y a toute une série de pans de la société où cela ne s'explique pas. Quand les personnes sont particulièrement vulnérables, elles ont besoin de s'exprimer dans la nuance, dans le temps. Elles ont besoin d'être en relation directe pour qu'on soit dans une relation équilibrée. »

Non-recours au droit, paiement tardif, l'envoi de documents hors délais... Les conséquences du télétravail sur l'aide aux personnes précarisées sont multiples, selon Christine Mahy : « Il y a même des gens qui abandonnent complètement. Ça se colle sur une situation qui préexistait à la crise sanitaire où il y avait déjà des saturations dans de nombreux services. Quand une personne âgée ne reçoit plus d'aide à domicile tout simplement parce qu'elle n'arrive pas à rejoindre le service. On répond qu'on traite les demandes par mails, qui s'empilent. »

Tirer les leçons

Christine Mahy reconnaît que la situation est compliquée. « Dans le rebond de la crise actuelle, tout

le monde travaille sur ce qu'il a capitalisé avant. Remettre tout en route comme avant sans se poser de questions de fond comme « Qu'est-ce que le monde avant a produit ? » « Pourquoi le fait-on comme ça maintenant ? » et surtout comment « Changera-t-on le modèle après ? », c'est dangereux. »

Elle pense qu'on a tiré les leçons des vagues covid précédentes : « Des choses vont se remettre automatiquement en place et puis il va falloir rallumer les éléments de veille. Comment ne pas oublier les personnes les plus isolées, sans papier, sans abri... J'espère qu'assez naturellement, les dispositifs orientés vers les personnes vulnérables vont être réactivés automatiquement. »



Crises multiples

Inondations, énergie, covid... les crises sont en train de s'entrecroiser. Pour la secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, il faut prendre la mesure de la gravité de ce que représentent les crises additionnées. « En 2008, il y a eu une crise bancaire, en quelques nuits, on a trouvé des milliards pour sauver les banques. Pour le covid, on doit trouver beaucoup d'argent et on prend vite des décisions. Idem pour les inondations. La réalité de l'effritement des conditions de vie des gens est très importante, y compris de la petite classe moyenne. En soi, c'est une crise. »

Face à ces crises multiples, Christine Mahy constate une « colère visible et sourde » et « un décrochage démocratique » : « Certains se demandent si les autorités qui nous organisent font encore sens pour nous. Il y a des problèmes qu'il faut entendre depuis longtemps : quand le statut cohabitant appauvrit quand on se bat pour des 14 euros bruts de l'heure, quand des gens restent avec des contrats intérim sans jamais avoir un contrat durable, lorsque des

gens n'arrivent plus à avoir des logements payables et de qualité. «

A.T. sur base d'une interview de Thomas Gandiseux

Des chômeurs aux travaux forcés ?



A partir de 2023, en Flandre, les personnes au chômage depuis plus de 2 ans seront obligées de faire un travail d'intérêt général payé 1,30 euro de l'heure. Selon la ministre flamande de l'emploi, ces personnes «garderont ainsi leurs compétences et auront des contacts sociaux». Est-ce la bonne idée de mettre ainsi les personnes sans emploi aux «travaux forcés» ?

A partir de 2023 en Flandre, les personnes au chômage depuis plus de 2 ans seront obligées de travailler. Où ? Dans un service de leur commune ou une collectivité locale. Pour faire quoi ? Balayeur de rue, aide-jardinier, accompagnateur de bus scolaire, aide dans les centres de vaccination... Leur horaire ? Un maximum de 64 heures par mois pendant 6 mois maximum. Et voilà la question à 10 000 dollars, enfin 10 000 euros : leur salaire ? 1,30 euro brut de l'heure en plus de leur indemnité d'assurance-chômage. C'est-à-dire environ 1 euro net. Si elles refusent de travailler, les personnes seront sanctionnées et perdront leurs indemnités de chômage.

Cette mesure concerne environ 70 000 personnes. C'est le nombre de personnes sans emploi depuis plus de 2 ans en Flandre. Et ce projet n'est que pour la Flandre. La politique de formation et de placement des chômeurs est régionalisée en Belgique.

Que dit la ministre ?

Pour défendre la mesure, la ministre flamande de l'emploi Hilde Crevits du parti CD&V a des arguments.

Lisons-la : « La principale idée est de conserver les compétences des chômeurs. Les personnes qui sont au chômage pendant plus de deux ans perdent un certain nombre de compétences nécessaires pour un emploi, comme par exemple les compétences sociales, ou encore savoir comment se comporter au travail. Nous voulons y répondre en leur faisant faire des travaux d'intérêt général. De cette manière, ces personnes conservent des contacts sociaux et continuent d'être formées aux compétences sociales. La mesure devrait donc avoir un effet de renforcement des compétences. J'espère de cette façon offrir une réponse aux critiques qui trouvent le projet inintéressant. »

Voilà donc ce que va gagner, en plus de 1,30 euro de l'heure, la personne mise «aux travaux forcés» car il faut bien appeler les choses par leur nom ! Voyons un peu ce que nous pourrions répondre à Madame la Ministre Hilde Crevits.

Accompagner

Par exemple ceci : cette personne au chômage depuis plus de 2 ans pourrait avoir de nouvelles compétences par des formations, des stages, par un réel accompagnement et soutien dans une insertion sociale et professionnelle. N'est-ce pas d'ailleurs le but annoncé par toutes les mesures prises ces dernières années ?

Plan d'activation

En effet, depuis 2004, il y a ce que l'on appelle le dispositif d'Activation du Comportement de Recherche d'emploi. Ce dispositif établit un plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs. L'accompagnement peut aussi être une obligation, par exemple de suivre telle formation ou de faire plus de demandes d'emploi. Le suivi peut aussi être une sanction et même une exclusion de la personne qui ne répond pas aux obligations. Donc, Madame la ministre, la personne sans emploi est déjà contrôlée et peut déjà être exclue.

Le travail de quartier



On peut encore répondre à la ministre ceci : il existe déjà en Flandre un système de mise au travail des personnes sans emploi. Les personnes sans emploi peuvent demander à faire un « travail de quartier » payé 4,10 euros bruts de l'heure en plus de leurs indemnités de chômage avec un maximum de 60 heures par mois et pendant maximum 12 mois. Evidemment, ce n'est pas obligatoire, mais justement...

Droit au libre choix du travail

On peut laisser répondre à Madame la ministre, Ides Nicaise, professeur de l'Université catholique de Leuven en Flandre, spécialiste de politique sociale et économique pour l'inclusion sociale. Interrogé par la télévision flamande, il dit : « S'il s'agissait d'un service volontaire, ce serait complètement différent. Mais cela va à l'encontre du principe du droit au travail et donc du droit au libre choix du travail. Juridiquement, c'est très imparfait. »

Machine à exclure

Le professeur a analysé des systèmes à peu près pareils à l'étranger, il dit encore : « Si vous essayez de les appliquer à grande échelle, les gouvernements sont incapables d'offrir une main-d'œuvre de qualité. Vous avez ensuite toutes sortes de formes de travail forcé pour occuper les gens. Si les gens pensent que c'est inutile ou que ça ne leur convient pas, ils sont sanctionnés. Cela finit par se transformer en une machine à exclure. »

Ce professeur termine en disant : « La situation stigmatise par ailleurs ces demandeurs d'emploi. Les employeurs ont tendance à se détourner de ces candidats car qu'ils pensent que ces derniers ne sont pas motivés et qu'ils ont été contraints de se présenter. » C'est bien de cela qu'il s'agit : stigmatiser les personnes demandeuses d'emploi. C'est même presque les criminaliser aux yeux de la société en annonçant ainsi les mettre aux «travaux forcés». Voilà ce que l'on peut vous répondre Madame la Ministre.

Thierry Verhoeven

Extrait du journal « L'Essentiel »

La Flandre a vécu aux crochets de la Wallonie

Ils nourrissent régulièrement le débat communautaire. Ils le pourrissent aussi. Ce sont les «transferts Nord-Sud». L'économiste Michel Quévit sort un petit bouquin stimulant et glaçant. Stimulant tant il renverse les clichés de manière on ne peut plus confondante, accessible et concise (au prix de devoir laisser Bruxelles dans l'ombre).



Ils nourrissent régulièrement le débat communautaire. Ils le pourrissent aussi. Ce sont les «transferts Nord-Sud». L'économiste Michel Quévit sort un petit bouquin stimulant et glaçant. Stimulant tant il renverse les clichés de manière on ne peut plus confondante, accessible et concise (au prix de devoir laisser Bruxelles dans l'ombre). Glaçant aussi, tant on voit à l'œuvre une mécanique injuste de stigmatisation qui non seulement mine la Belgique mais monte aussi en puissance dans des pays voisins, «pourtant à rebours des principes éthiques qui charpentent la politique de cohésion européenne».

Idée centrale : l'approche comparative (et querrelée sans fin) qui se borne à mesurer les flux en contributions fiscales et sociales est limitée, surtout à la concentrer sur l'après-déclin du charbon et de l'acier en Wallonie. L'impact des décisions de l'Etat sur son développement économique apporte un tout autre éclairage. On voit, dossier après dossier, que la Flandre a pu maximiser les aides étatiques en faveur du déploiement de l'activité sur son territoire, y compris à l'époque plus récente où la Wallonie en aurait eu bien plus besoin.

Des exemples remontent à loin. Ainsi, la crise agricole de 1880. L'Etat va notamment fort soutenir la création d'associations agricoles ; c'est à partir de là que s'est construite la puissance financière du Boerenbond, puis de la Kredietbank.

D'autres exemples sont plus frais dans les mémoires, mais tronqués. Ainsi du développement du port de Zeebrugge dans les années 1970. On sait assez que chaque milliard investi à ce titre en Flandre devait en générer un autre en Wallonie. On sait beaucoup moins les limites de ce marchandage : les «crédits parallèles» furent limités d'emblée à 16 milliards de FB alors que l'addition du nouveau port monta à 115 milliards !

Autres illustrations ? De 1959 à 1979, les aides en expansion économique ont bénéficié pour 58 % à la Flandre contre 39 % à la Wallonie. Ce pouvait être équitable démographiquement (en oubliant

Bruxelles). Ce ne le fut pas par rapport aux difficultés régionales respectives et à la nature des investissements : versés dans la restructuration sociale en Wallonie, dans la création d'emplois en Flandre. Constat du même ordre, plus déséquilibré encore, sur les secteurs économiques nationaux.

Mais le plus surprenant touche aux fonds structurels européens, puisqu'on en attend précisément un rééquilibrage de développement entre régions. Or, l'Objectif 1 hennuyer mis à part, traité directement (heureusement !) avec la Commission, leur répartition interne est de la responsabilité de chaque Etat. Résultat : hors Hainaut, la part de la Flandre a été supérieure.

Dira-t-on que c'est du passé ? Non, car l'histoire continue, qui interpelle sur les mécanismes de solidarité en Belgique comme en Europe. Et qui reste fondée sur des clichés que l'auteur démonte en finale, au fil de douze constats : l'écart de développement entre la Flandre et la Wallonie est loin d'être aussi important qu'on veut le faire croire «C'est le bouquin que j'attendais», a écrit à M. Quévint un politique wallon de premier plan. A quand sa traduction néerlandaise ?

«Flandre-Wallonie, quelle solidarité ?/De la création de l'Etat belge à l'Europe des Régions». 178 p., 19 €, éditions Couleur livres.

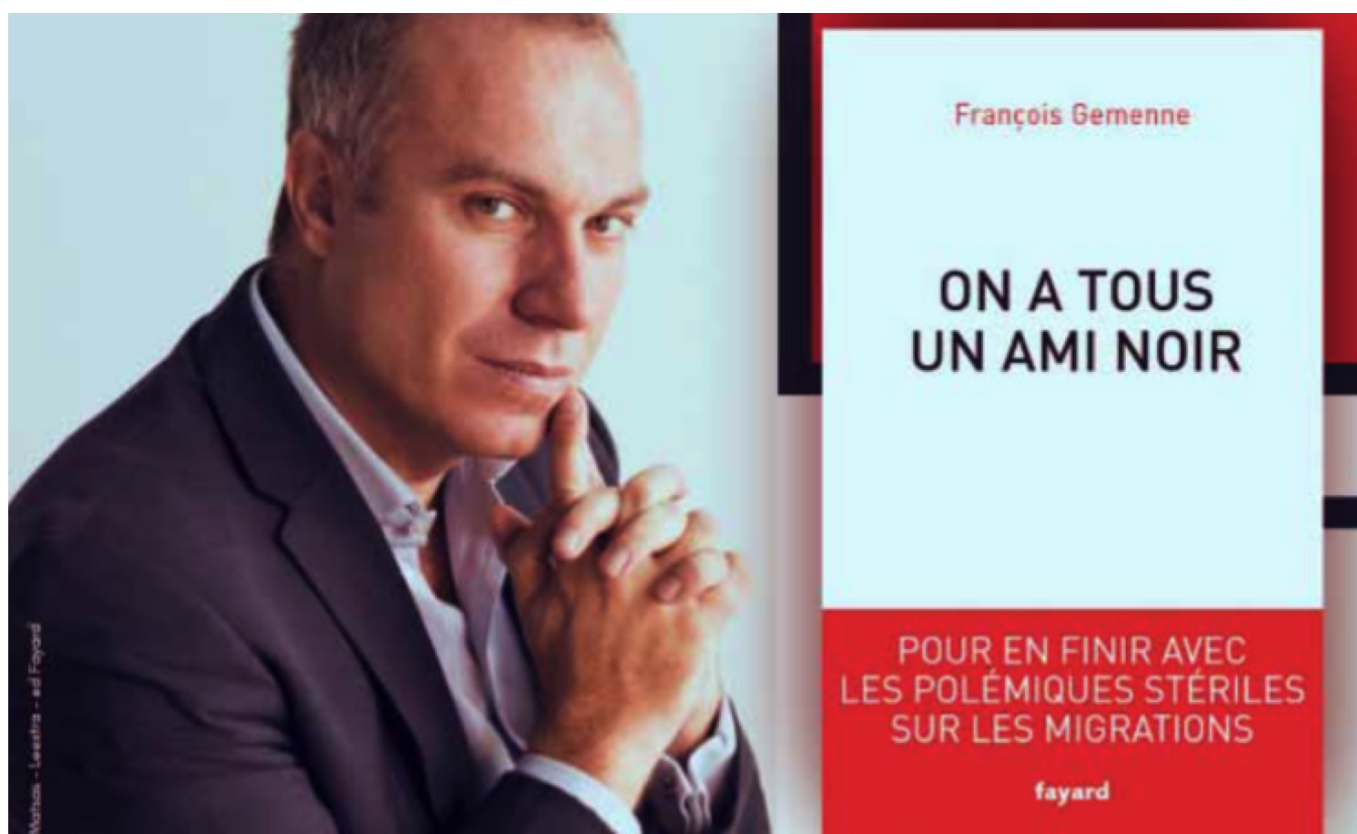
On a tous un ami noir

Je dédie cette rubrique aux 31 noyés dans le Pas-de-Calais le 24/11/2021. Et à tous les autres... (François GEMENNE- Fayard 2021)

François GEMENNE est trop jeune pour s'en souvenir. Mais je gage pourtant que la large culture dont font montre ses différentes interventions dans les débats publics a bien porté ceci à sa connaissance : il y a eu, au vingtième siècle, un Président de la République qui, pour se défendre d'accusations de xénophobie, déclara simplement ... qu'il avait un ami africain. Bien avant qu'on sût que cette relation de Valéry Giscard d'Estaing s'était structurée autour de diamants offerts, il s'était fait chambrer pour cette déclaration, tant par la presse que par ... Alain SOUCHON

François GEMENNE, expert reconnu tant pour la géostratégie de la transition climatique que pour les phénomènes de migration démographique, emprunte manifestement à cette anecdote pour titrer son dernier ouvrage.

« On a tous un ami noir » a pour visée de rompre avec un certain nombre d'idées reçues sur le phénomène migratoire. Ce faisant, le livre soutient et conforte dans leurs combats celles et ceux qui ne peuvent concevoir un aménagement long d'une société qui se satisfait, quand elle ne s'en réjouit pas, de la mort de quelques-uns de ses semblables, dont le seul tort aura été de vouloir fuir leurs conditions de vie. Oui qui fait de leur malheur la source d'un business pour quelques-uns, la génération d'un





gouffre sans lendemain pour la plupart. Car, oui, la xénophobie, l'exclusion ethnique, coûte cher à notre société.

L'auteur rappelle, et à certains (hélas ceux-ci liront-ils le livre ?) apprendra, que se lancer dans une entreprise d'immigration, n'est pas un acte qui relève du caprice. Elle implique au contraire un déchiement personnel. Celui-ci est très souvent ignoré des discours tenus à propos de l'immigration, même des plus positifs. Les coûts purement financiers des voyages ont aussi pour conséquence que, la plupart du temps, ce sont les « élites », financières et intellectuelles, qui peuvent s'y risquer. Avec pour conséquence que l'asile a cessé d'être une protection contre les persécutions, accessible à toutes les victimes de brutalité institutionnelle. Il est devenu un privilège accessible [...] aux plus chanceux, aux plus nantis, aux plus intrépides

Ceci souligne l'apport potentiel des candidats à l'immigration pour les sociétés qu'elles tentent de rejoindre et auxquelles ils demandent à s'intégrer. D'autant plus que, contrairement à une autre idée reçue, les vagues d'immigration viennent peu des pays les moins développés économiquement : C'est dans les pays avec un indice de développement humain (IDH) élevé que le taux d'émigration est le plus fort, avoisinant les 10%

Au passage, François GEMENNE étrille, sans guère

de considération pour son auteur, la phrase de Michel ROCARD « La France ne peut accueillir toute la misère du monde ». Même dans sa version complète, même s'il n'exclut pas une inattention de la part du meilleur ennemi de François Mitterrand, notre auteur souligne les caractères infâmes et fallacieux de l'expression

Bien entendu, les politiques aujourd'hui menées y prennent pour leur grade : le contraire de ce qu'il faudrait faire, estime Gemenne. Les seuls à y trouver leur compte, affirme-t-il, ce sont les passeurs ! Est aussi déconstruit le volontarisme humanitaire de l'Allemagne de Merkel en 2015 : ce n'est pas sa décision d'ouvrir les frontières qui a créé l'arrivée des personnes, mais c'est lorsque celle-ci était déjà réalisée que la Chancelière l'a entérinée. Elle a aussi qualifié le moment de rendez-vous pour la mondialisation.

Même s'il indique que la Turquie est l'État qui accueille le plus de réfugiés, Gemenne n'en tire aucune analyse politique. Ni en ce qui concerne ce pays, ni à propos d'épisodes comparables, il n'évoque pas le chantage à l'immigration auquel semblent céder certains États. Il n'interroge pas davantage une éventuelle liaison entre l'autoritarisme de régimes politiques et ces pratiques. De même, les « valeurs » de l'Union européenne ne sont pas questionnées profondément quant à leur politique migratoire. L'auteur limite la critique de l'UE à ses inaction et défaut

de vision stratégique : faillite européenne ; défaite des démocrates. Dans le chapitre ainsi titré, l'absence d'aménité des sous-titres mesure l'amertume anxieuse de l'auteur envers l'avenir : raison assiégée, faillite de la gauche. Selon lui, les formations se réclamant de cette dernière ont, depuis le milieu des années 1980, adopté une posture largement réactive face à un agenda politique et médiatique contrôlé par l'extrême-droite

Car les migrations sont constitutives de l'histoire de l'humanité. Et il est vain de tenter de distinguer réfugiés économiques, politiques et à présent climatiques. Sans doute faudra-t-il revoir la Convention de Genève...

Le poids idéologique des discours n'est évidemment pas ignoré.

Impossible évidemment de l'ignorer, particulièrement au moment de l'ambiance fétide de la pré-campagne électorale française, rythmée un maurrassisme au retour triomphant. Gemenne souligne même l'influence délétère de cette pression idéologique sur certaines études commanditées par les pouvoirs publics. Il plaide cependant pour que ne soient pas exclues du champ médiatique les initiatives locales, toujours couronnées de succès, de rapprochement et d'intégration heureuse, c'est-à-dire dans le respect des uns et des autres, des populations autochtones et des nouveaux citoyens. Une récente prise de po-

sition collective vient illustrer ce point de vue : des Maires de différentes familles politiques ont lancé un appel pour que ne soit pas oubliée la France réelle, celle de la solidarité. Ces initiatives seront-elles la matrice d'une autre politique qui garderait aux migrants leur qualité d'êtres humains et ne les réduirait plus à celle des statistiques de drame ?

Quant aux insinuations relatives à l'origine de la pandémie du coronavirus, Gemenne rappelle que, dans cette relation, ce sont davantage les retours d'hommes d'affaire que les candidats à l'immigration qui semblent bien avoir importé le virus

Des thèmes traditionnels de la dénonciation des pratiques discriminatoires sont également repris : les contrôles au faciès, l'accès au logement et à l'emploi. Quant au thème nouveau, invention portée par la vague néo-réactionnaire selon moi, du « racisme antiblancs », l'auteur rappelle que ses manifestations supposées, dont il ne nie pas la réalité des occurrences qui semblent l'étayer, ne sont jamais insérés dans une structuration de rapports institutionnalisés de domination.

Mais... l'Islam et sa tentation totalitaire ?

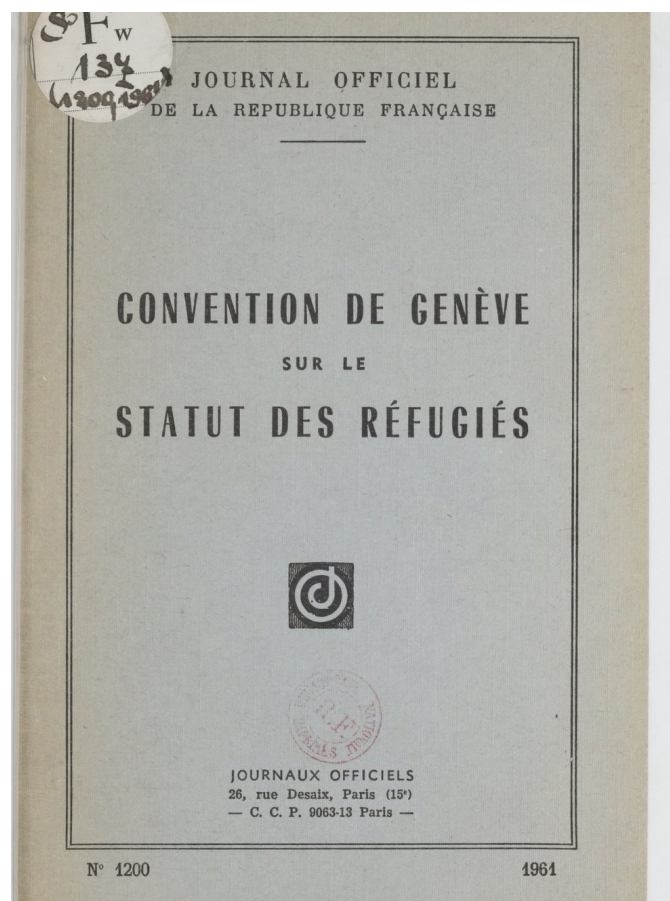
François GEMENNE tout à la fois rappelle que l'Islam est une religion, pas une entreprise étatique. Que, par conséquent, il y a presque autant de pratiques que de fidèles qui s'en revendiquent. Il attire surtout l'attention sur l'hypocrisie manifestée dans l'usage du terme « laïcité », aujourd'hui étendard des groupes sociaux qui s'en lamentaient jadis.

Idem de certaines conséquences de décisions qui, tantôt restreignent l'accès à l'emploi de jeunes femmes, tantôt excluent les parents de l'environnement scolaire de leurs enfants ou privent de l'accès aux pratiques sportives ou loisirs. Il souligne enfin à ce propos combien les débats, passionnés, passionnels même, se tiennent souvent en l'absence des intéressées, prolongeant à l'égard, par un paradoxe ou un clin d'œil pour le coup moins malicieux qu'inférieur, le patriarcat social dont les mesures prétendaient les protéger.

Alain Chroniques

La liberté d'être libre

Invité par Pascal Vrebos, dans son émission dominicale du 19 décembre dernier, le président du CDH a déclaré ne pas être d'accord « avec l'approche de la laïcité qui condamne et méprise le fait religieux ». En soi, rien de bien grave, et Maxime Prévot a parfaitement le droit d'être en désaccord avec la laïcité, et de le faire savoir urbi et orbi. Si ce n'est que la seconde partie de sa phrase est fautive, et qu'il ne



VÉRONIQUE DE KEYSER, NOUVELLE PRÉSIDENTE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

Libres, ensemble

peut l'ignorer. La laïcité ne condamne pas le fait religieux – et ne méprise aucun pratiquant, de quelque religion que ce soit : elle réclame seulement pour chacun, le droit de croire ou de ne pas croire, ainsi que de pouvoir changer de religion. Et elle exige la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Maxime Prévot, président d'un parti humaniste, qui a abandonné le qualificatif de chrétien pour être pleinement politique et pleinement humaniste, ne peut ignorer cette nuance de taille. Il ne peut ignorer non plus qu'il y a dans les rangs de la laïcité, des chrétiens, des musulmans et des juifs laïques – refusant tout dogme, pratiquant le libre examen, et se conformant à la loi civile, même s'ils ont gardé des convictions religieuses. Qui serions-nous pour sonder les cœurs et les reins ? Mais nous voulons construire ensemble un monde plus libre. Est-ce un crime ?

En ces temps troublés il semble bien que oui. Dans un livre sorti discrètement aux éditions La Découverte en 2021 (1), Mohamad Amer Meziane, déroule, durant plus de 400 pages, une thèse complotiste pseudo-historique qui conclut « C'est la critique du Ciel qui a bouleversé la terre ». En fait, Meziane pointe du doigt le sécularisme qui est tout à la fois responsable du pillage des ressources naturelles, du dérèglement climatique, du colonialisme, de l'esclavage et du racisme – et sans doute des inondations de Liège, qu'on se le dise. L'auteur invente un concept pour définir ce phénomène : le « Sécularocène ». Dans sa proximité avec « Anthropocène », le terme vise à exprimer le lien indissociable selon l'auteur entre sécularisation, laïcité et bouleversement climatique.

En outre, le livre laisse transparaître l'obsession de l'auteur sur la haine atavique que l'Occident – qu'il

soit « chrétien » ou « sécularisé » – vouerait à l'islam : il en fait le principal (unique ?) moteur de l'Histoire. Encore une fois, que Mohamad Amer Meziane s'exprime, c'est légitime. Mais qu'une maison d'édition de qualité comme La Découverte mette une telle thèse complotiste sur le marché, sans introduction critique, est plus étonnant. Et qu'à part le Centre d'action laïque, qui en a fait la recension, un silence de plomb ait accompagné sa parution est tout aussi étrange. Les intellectuels, si diserts ordinairement, semblent tétanisés devant la rhétorique de Meziane qui touche à l'islam, un sujet sensible s'il en est.

Jean François Kahn n'a peut-être pas lu Meziane, mais il est loin d'être tétanisé : on lui doit une superbe chronique dans Le Soir du 21 décembre, « », qui pourfend Michel-Yves Bolloré et Olivier Bonnasies (2). Leur ouvrage caracole en tête des meilleures ventes, et traite de quoi ? Des preuves incontestables de l'existence de Dieu. Et oui, on en est là ! Aux antivaccins, au rejet du progrès, à la platitude de la Terre, à la candidature d'Éric Zemmour, à la progression de l'extrême droite et au retour des néofascistes... et à la preuve de l'existence de Dieu. Et Kahn de conclure sa chronique par « Peut-être se souviendra-t-on de cette époque, la nôtre, le début des années 20, comme celle de la grande régression ». Et d'un recul de la Raison.

C'est ce devoir de Raison qui incite aujourd'hui le mouvement laïque à vouloir inscrire la laïcité dans la Constitution. Pas un sursaut laïcard contre le « fait religieux ». S'il y a des transformations fondamentales à apporter à notre société pour que chacune et chacun puissent y vivre dans la dignité – et il y en a, c'est indéniable et c'est urgent –, ce n'est pas en multipliant les différences et les clivages, en



les essentialisant, en déclenchant des polémiques d'une violence inouïe sur les réseaux sociaux, en pratiquant le tweet et l'invective, que cette société nouvelle verra le jour. C'est en unissant nos efforts. En gardant notre capacité critique mais en mariant la sensibilité à la raison. La violence aveugle qui se lève aujourd'hui, son pouvoir de fragmentation de la société, son instrumentalisation par des forces politiques et religieuses même pas occultes, et sa progression dans les médias sont inquiétantes. En ce 21e siècle, marqué par une pandémie sans précédent, marquée aussi par le réchauffement climatique et l'éco-anxiété qu'il génère, ces menaces planétaires demandent des réponses globales et porteuses d'avenir. Les jeunes l'ont compris depuis longtemps. La liberté d'être libres – et libres ensemble – n'est plus simplement la devise du mouvement laïque : c'est aussi un guide de survie.

- (1) Des empires sous la terre. Histoire écologique et raciale de la sécularisation. Editions la Découverte
- (2) Dieu, la science, les preuves. Editions Tredaniel La Maisnie.

Roger Milutin. Carte blanche -

Par Véronique De Keyser, présidente du Centre d'action laïque

LIBRES PROPOS :

« La voiture électrique : une aberration ! »

Arrêtez d'acheter des véhicules électriques : Le Canard Enchaîné, sous la plume de Jean-Luc Porquet, publie un article au vitriol sur l'absurdité de la stra-

tégie de la voiture électrique engagée par la France.

En ligne de mire, la voiture électrique censée être la solution d'avenir pour sauver la planète en danger. On ne cesse de nous rabâcher que la voiture électrique, c'est la solution d'avenir et surtout la seule voie pour sauver la planète. La sauver de quoi ?

On ne sait pas trop, mais il faut la sauver, nous serine-t-on ! À cette fin, la France s'est engouffrée tête baissée dans le tout électrique mais sans aucun discernement. Partant, nos gouvernants ont enjoint les constructeurs automobiles de tout miser sur l'électrique. Soit ! Mais qu'est-ce que cela signifie ?

D'abord, l'installation de multiples bornes de recharge le long de nos routes, car les véhicules les plus performants à l'heure actuelle, ne peuvent prétendre à une autonomie supérieure à 500 km.

Et encore sans faire usage des phares, du chauffage, des essuie-glaces, du dégivrage ou de la climatisation...

Ensuite, cela implique la conception de batteries capables de stocker cette énergie. Et là, il faut s'attarder un instant. À l'heure actuelle, les batteries équipant les véhicules sont très lourdes, très coûteuses et bourrées de métaux rares. Dans celle de la Tesla Model S par exemple, la plus performante du marché, on ne trouve pas moins de 16 kg de nickel. Or le nickel est plutôt rare sur notre terre.

Ce qui fait dire au patron de Tesla France que « le goulet d'étranglement de la transition énergétique se fera sur le nickel » Il sait parfaitement que le nickel est très difficile à trouver. Il faut aller le chercher en Indonésie ou en Nouvelle Calédonie et son extraction est une vraie galère car on ne le trouve jamais à l'état pur. Dans les minerais, il n'existe qu'en très faible proportion. Par conséquent, il faut creuser et creuser encore, broyer, cribler, hydrocycloner pour un résultat tout juste à la hauteur des besoins.

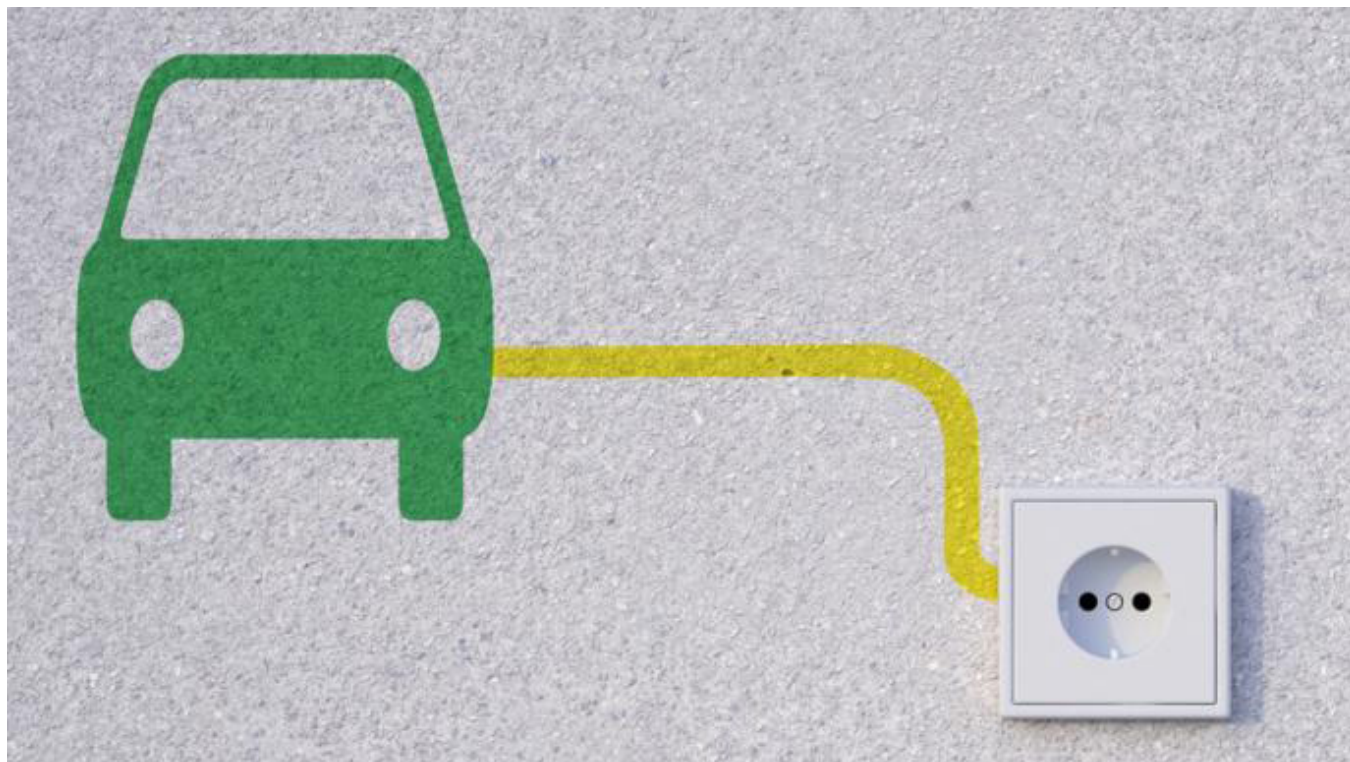
Or tout cela entraîne de colossales montagnes de résidus que l'on déverse la plupart du temps dans la mer ! Mais qu'importe la biodiversité pour les

Heul'

La batterie électrique est déjà à plat

IL S'EN VEND de plus en plus, et demain, promis, on ne verra plus qu'elles sur les routes : les voitures électro-nucléaires, dites « voiture électriques ». On ne cesse de nous le rabâcher, la voiture électrique est très écolo et très bonne pour la planète. Toutes ces vertueuses centrales nucléaires dont elle aura besoin ! Ces milliers de bornes à installer sur les routes pour qu'elle puisse recharger sa batterie ! Sa batterie, justement. Re-





Khmers verts qui ne jurent que par la « mobilité verte », laquelle n'a pas de prix pour eux.

Il n'y a pas que le nickel en jeu, il y a aussi le lithium. Il en faut 15 kg par batterie (toujours pour la Tesla Model S). Celui-ci provient des hauts plateaux des Andes. Pour l'extraire, on pompe sous les salars (lacs salés asséchés) ce qui entraîne une migration de l'eau douce vers les profondeurs.

Une catastrophe écologique selon les autochtones qui souffrent déjà du manque d'eau.

Et puis, il y a le cobalt : 10 kg par batterie qu'on va chercher au Congo. Et là, on touche au travail des enfants qui creusent à mains nues dans des mines artisanales pour seulement 2 dollars par jour (Les Échos du 23/09/2020).

Ça gêne un peu aux alentours nos constructeurs qui, néanmoins, veulent à tout prix rattraper la Chine, déjà championne du monde dans ce secteur. Alors, le travail des enfants, ça reste un détail.

Pour couronner le tout, les batteries étant terriblement lourdes (1/4 du poids de la Tesla Model S), il faut alléger au maximum le véhicule.

On fait donc des carrosseries en aluminium dont l'extraction génère ces terribles boues rouges, déchets insolubles issus du traitement de l'alumine avec de la soude et qui sont composées de plusieurs métaux lourds tels que l'arsenic, le fer, le mercure, la silice et le titane, que l'on déverse aussi dans la mer au mépris des questions d'environnement, comme à Gardanne dans les Bouches-

du-Rhône.

Voilà ce qu'est le développement « durable » selon nos écologistes. Un dogme qui ne laisse aucune place à la raison...

Eric Affichard
Extrait de Facebook

Savoir tirer la leçon d'une aventure personnelle



Dans son livre « Les chocolats de l'entracte, dans le chapitre « Au large, les jours se rejoignent », François Chalais, grand reporter français, est au Nord Vietnam et souhaite rencontrer un prisonnier américain.

... Depuis mon arrivée à Hanoï, je demandais l'au-

Nouvelles

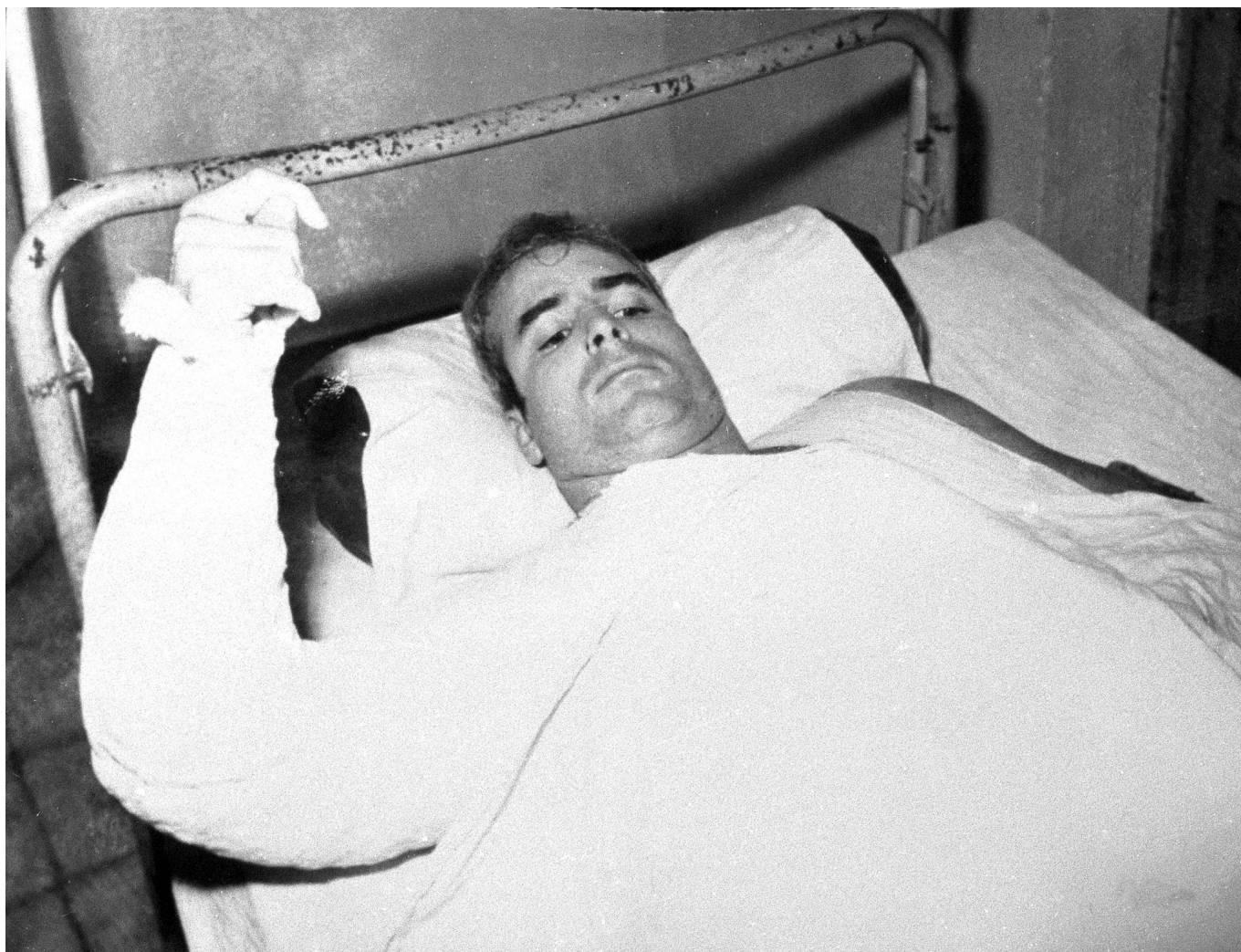
torisation de pouvoir rencontrer un prisonnier américain. Cette autorisation vient de m'être accordée. Je ne sais pas encore qu'elle sera à l'origine d'un des souvenirs qui marqueront le plus profondément tout le reste de ma vie.

La nuit tombée, sans aucune précaution spéciale, ni mystère, on me conduit jusqu'à cet hôpital, non loin de l'aéroport dont nul n'ignore qu'il est plus particulièrement réservé aux militaires. Dans ma tête, j'ai préparé un beau petit discours. « Ma conscience, dirai-je, m'interdit d'interroger un prisonnier comme j'aurais pu le faire avec un homme libre. Mes questions seront de stricte routine. Tout ce que je désire, c'est voir comment un Américain est traité chez vous, ce qu'il mange, s'il peut lire, et quoi, s'il peut écrire ou recevoir des lettres, etc. » Mais devant la tasse de thé et le paquet de cigarettes, Dien Bien, l'officier qui me reçoit prend les devants.

« Je vous demanderai de ne poser aucune question d'ordre politique. Si cet homme répondait dans un sens favorable à notre cause, on ne manquerait pas de parler de je ne sais quel « lavage de cerveau », voire de menaces que nous aurions

pu proférer. Vous voudrez bien, je vous prie, en tenir compte et ne rien dire qui pourrait faire monter sa température. »

La chambre est nue mais assez confortable. Lit blanc surélevé. Table de chevet. Une lampe. Un paquet de cigarettes. John Sidney Mac Cain est couché. Ses yeux fiévreux éclairent, comme de l'intérieur, un visage aux cheveux déjà presque blancs malgré ses trente et un ans. C'est un athlète au torse puissant recouvert d'une épaisse toison noire. Des épaules de lutteur au-dessus d'une physionomie qui rappelle celle de l'acteur Montgomery Clift. Son bras droit est dressé vers le plafond, retenu dans un énorme carcan de plâtre. Le gauche est sans bandage mais on le devine raide jusqu'aux extrémités des doigts qui retiennent maladroitement une cigarette. Je l'allume et je vois la flamme de mon briquet qui tremble, au rythme de ma main que je ne parviens pas à tenir immobile tellement une émotion que je n'attendais pas, m'étreint. J'ai envie de me serrer le coude droit avec la main gauche pour me fixer enfin le vacillement. La cigarette passe plusieurs fois à côté de la flamme sans pouvoir s'y arrêter. Et soudain, je fais le rapprochement



Nouvelles

: « Les Vietnamiens ont bien fait les choses. » Ce John Sidney Mac Cain n'est pas un prisonnier habituel. Son père n'est pas moins que l'amiral Edmond John Mac Cain, commandant en chef des Forces navales U.S. en Europe. Son grand-père, déjà, était amiral... Lui-même militaire de profession, lieutenant-commander, il a fait la « une » de tous les journaux américains lorsque, au mois de juillet dernier, il fut l'un des très rares et miraculeux rescapés de l'incendie du porte-avion Forrestal ...

D'une voix faible, il me raconte son histoire : « J'étais en train d'accomplir une mission de bombardement, mon vingt-troisième raid au-dessus de Hanoï. Mon appareil a été touché. J'ai voulu faire fonctionner mon siège éjectable. Mais le mécanisme m'a brisé les deux bras et la jambe droite. Evanoui, je suis tombé dans un lac. Des Vietnamiens, venant de la rive, se sont jetés à l'eau et m'en ont retiré à la nage. J'ai appris après qu'ils devaient être une dizaine. Ils m'ont ensuite conduit à l'hôpital où j'ai été à deux doigts de mourir. Un docteur a opéré ma jambe. D'autres, en même temps, se sont occupés de mes bras ».

Que dire ? Il y a comme un poids sur mes mots qui leur interdit de sortir.

-Comment êtes-vous traité ici ?

-Très bien. Tout le monde est très gentil avec moi.

-Et la nourriture ?

Il sourit mais s'arrête dans une grimace. La moindre réaction doit le faire souffrir atrocement :

-Ce n'est pas le chef de chez Maxim's... Mais ça va ...

-Avez-vous de quoi lire ?

- On m'a proposé de la lecture Mais mes mains sont incapables de tenir même un journal ...

Sa cigarette s'est éteinte. Il parle de sa famille qui vit à Jacksonville, en Floride, de ses trois enfants. C'est à cette famille, maintenant qu'il s'adresse, mettant toutes ses forces dans l'espoir qu'il en sera entendu : « Ne soyez pas tristes ... Je sais que cela va aller bien... Nous nous reverrons. Je vais aller bien ... C'est tout... »

Il répète : « C'est tout »

Il y a des larmes dans ses yeux. Sa voix s'étrangle
Tout le monde est ému. Les Vietnamiens aussi.

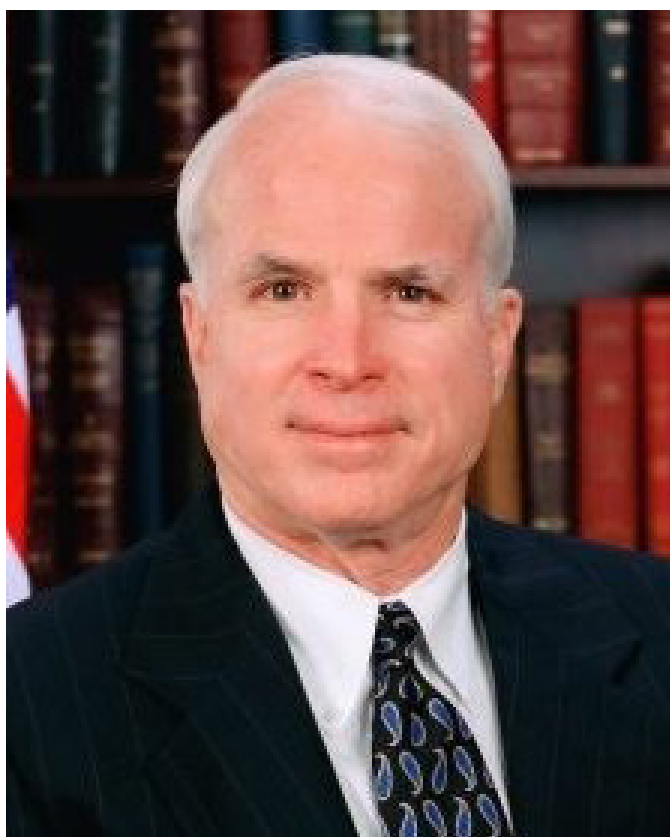
François Chalais décrit par la suite la description de cette guerre et termine son récit.

« Mon aventure vietnamienne s'achèvera de la façon suivante : « Un matin, j'aurai la surprise de recevoir la visite d'une petite femme au petit col Claudine. Elle arrivait de Floride. C'était la femme de John Sidney Mac Cain, le prisonnier blessé de l'hôpital d'Hanoï. D'abord, elle n'a pas su quoi me dire. Et puis, elle a touché ma main. Mais ce n'était pas ma main qu'elle touchait. Dans le contact de sa peau et de la mienne, je savais ce qu'elle cherchait : comme une trace sensible de ce que son mari qu'elle avait cru mort, était toujours vivant.

Il nous faudra attendre 2008, Européens, pour entendre parler de nouveau de John Sidney Mac Cain, il représente le Parti républicain à l'élection présidentielle l'opposant au démocrate Barack Obama et perd le scrutin avec 45,7 % des voix.

En 2016, après l'élection de Donald Trump à la présidence, il déclare, en dénonçant les prises de position du milliardaire en faveur des tortures par simulations de noyade : « Je me fous de ce que le président des États-Unis veut faire ou de quiconque d'autre veut faire. Il n'y aura pas de waterboarding. Nous ne ferons pas cela ».

Il décède le 25 août 2018.

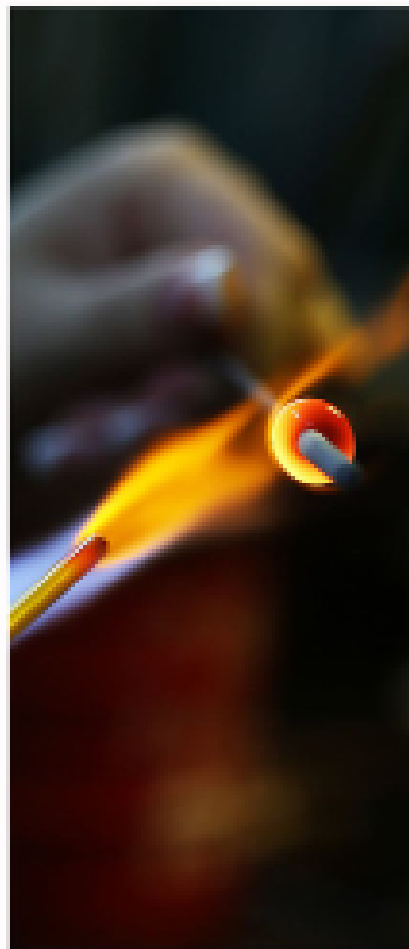
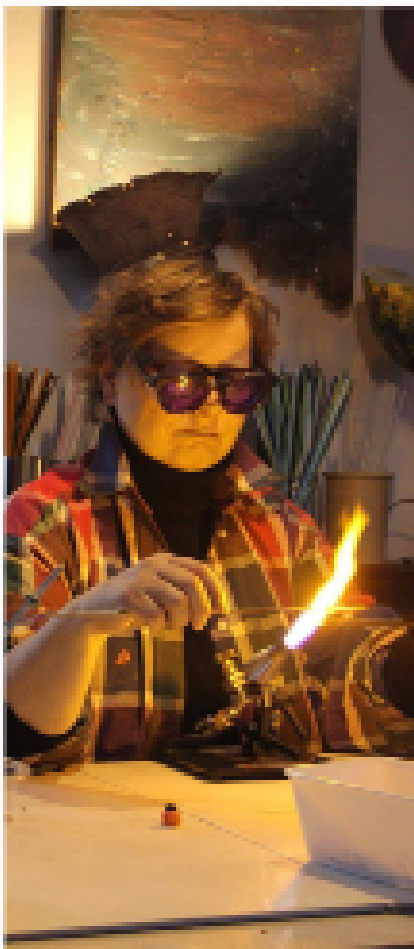


Tu peux obtenir Nouvelles par voie postale (noir et blanc) après avoir versé la somme annuelle de 12 € sur notre compte bancaire BE 17068201381121. Grand merci.

Visite+Atelier DIY

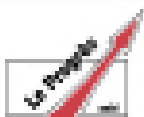
L'art du faire soi même

Le 26 février 2022, 9h30



Le filage du verre au chalumeau

Une organisation du Progrès a.s.b.l
avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles



Inscription obligatoire!

aurelie@acjj.be

10 personnes maximum/ 15 euros

27 rue de Vierves

5670 Oignies en Thiérache

Possibilité de co-voiturage depuis Dampremy